

BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN

Société anonyme

58 RUE ALEXIS DE VILLENEUVE, ST DENIS 97400

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

ACE

29, rue Youri Gagarine - Centre d'Affaires Hélios
97419 La Possession
S.A.S. au capital de € 37.000
384 535 803 R.C.S. Saint-Denis-de-La-Réunion

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Saint-Denis de La Réunion

DELOITTE & ASSOCIES

6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de € 2.188.160
572 028 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN

Société anonyme

58 RUE ALEXIS DE VILLENEUVE, ST DENIS 97400

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'assemblée générale de la société BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose BFC à une perte potentielle si son client ou sa contrepartie s'avère incapable de faire face à ses engagements financiers. BFC constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Les principes comptables d'évaluation des dépréciations individuelles d'une part, et des provisions collectives d'autre part, sont présentés dans la note « Risques de crédit » de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Le montant des provisions collectives pour risque de crédit est déterminé sur la base des encours sains non-dégradés et des encours dégradés, respectivement. Ces provisions collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques faisant appel au jugement lors des différentes étapes du calcul, en particulier dans le contexte lié à la crise mondiale de la pandémie de Covid-19.</p> <p>Par ailleurs, BFC a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles des encours douteux.</p> <p>Au 31 décembre 2021, le montant total des opérations avec la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 1 654 M€ ; le montant total des dépréciations s'élève 62,5 M€ et celui du coût net du risque s'élève à 8,4 M€.</p> <p>Nous avons considéré que l'impact de la crise économique liée à la pandémie de Covid-19 sur l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations et provisions constituaient un point clé de l'audit, ces éléments faisant appel au jugement et aux estimations de la direction, en particulier pour ce qui concerne les secteurs économiques les plus fragilisés par la crise.</p>	<p>Nous avons concentré nos travaux sur les encours et/ou portefeuilles de prêts à la clientèle les plus significatifs ainsi que sur les secteurs économiques identifiés comme les plus fragilisés par la crise.</p> <p>Nous avons pris connaissance de la conception et de l'efficacité du dispositif de gouvernance et de contrôle interne de BFC et testé les contrôles clés manuels et informatisés relatifs à l'appréciation du risque de crédit et à l'évaluation des pertes attendues.</p> <p>Nos autres travaux d'audit ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, procéder à la revue des principes retenus et impacts comptables associés pour le changement de méthode réalisé au cours de l'exercice avec la comptabilisation de provisions sur encours sains et dégradés ; • S'assurer du correct classement des encours de crédit selon les règles applicables ; • Examiner les principaux paramètres retenus par BFC pour évaluer les provisions collectives au 31 décembre 2021, y compris les adaptations mises en œuvre pour appréhender l'impact des mesures de soutien à l'économie ; • Tester au 31 décembre 2021, sur une sélection des crédits les plus significatifs, les hypothèses retenues pour l'estimation des dépréciations individuelles afférentes, et l'évaluation des garanties entrant dans le calcul des dépréciations et provisions.

	Nous avons également examiné la pertinence des informations qualitatives et quantitatives présentées dans les notes 2, 24 et « Risques de crédit » de l'annexe aux comptes annuels, relatives au risque de crédit dans le contexte évolutif de la pandémie.
--	---

Vérfications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN par l'assemblée générale du 27 avril 2015 et par celle du 4 juillet 2017 pour ACE.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 7ème année de sa mission sans interruption et le cabinet ACR dans la 5ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

La Possession et Paris-La Défense, le 25 avril 2022

Les commissaires aux comptes

ACE

Deloitte & Associés

Bernard Fontaine

Pascal COLIN

BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN

BILAN ACTIF

(en Euros)

	Notes	31/12/2021	31/12/2020
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP		142 329 857	144 558 880
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1, 2Bis et 17	100 518 764	135 393 499
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2, 2Bis, 2Ter et 17	1 863 941 818	1 907 121 870
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	3	0	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	3	0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LT	4, 4Bis & 4Ter	1 856 995	1 327 710
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	4, 4Bis & 4Ter	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5	4 339 993	2 497 526
CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	5Bis, 5Ter	10 320 023	6 019 125
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5Quater	12 656 935	13 700 295
AUTRES ACTIFS	6	8 370 998	9 708 803
COMPTES DE REGULARISATION	7	7 895 378	9 929 579
TOTAL ACTIF		2 152 230 761	2 230 257 288
<i>dont actifs en devises</i>		<i>14 316 767</i>	<i>14 630 742</i>

BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN

BILAN PASSIF

(en Euros)

	Notes	31/12/2021	31/12/2020
BANQUES CENTRALES, CCP			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	8 & 17	448 145 323	505 135 993
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	9 & 17	1 444 592 757	1 468 951 931
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	9 & 17	0	0
AUTRES PASSIFS	10	17 286 297	13 100 161
COMPTES DE REGULARISATION	11	15 130 369	11 235 304
PROVISIONS	12	21 234 953	22 908 430
DETTES SUBORDONNEES	13	22 002 252	35 638 468
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		1 664 091	1 664 091
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG :		182 174 718	171 622 910
CAPITAL SOUSCRIT	14	16 666 800	16 666 800
PRIMES D'EMISSION	16	1 920 808	1 920 808
RESERVES	15	5 789 563	5 789 563
REPORT A NOUVEAU	16	141 478 784	132 828 355
RESULTAT DE L'EXERCICE	16 & 30	16 318 762	14 417 383
TOTAL PASSIF		2 152 230 761	2 230 257 288
<i>dont passifs en devises</i>		<i>14 170 935</i>	<i>14 420 030</i>

BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN

HORS BILAN

(en Euros)

	Notes	31/12/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DONNES			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	28	168 201 002	154 764 513
*En faveur d'établissements de crédit		0	0
*En faveur de la clientèle		168 201 002	154 764 513
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	28	87 014 173	95 540 586
*En faveur d'établissements de crédit		38 142 071	46 133 046
*En faveur de la clientèle		48 872 102	49 407 540
ENGAGEMENTS RECUS			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	28	166 123 593	126 977 428
*Reçus d'établissements de crédit		166 123 593	126 977 428
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	28	371 917 881	384 107 274
*Reçus d'établissements de crédit		371 917 881	384 107 274

COMPTE DE RESULTAT*(en Euros)*

	Notes	31/12/2021	31/12/2020
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	18 & 22	49 253 284	48 138 447
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	19 & 22	-8 268 431	-10 161 923
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILEES		2 102 039	741 026
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILEES		-2 076 614	-725 253
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE		27 662	89 058
COMMISSIONS (PRODUITS)	20 & 22	42 652 667	40 493 018
COMMISSIONS (CHARGES)	20 & 22	-6 778 283	-6 026 556
GAINS/PERTES SUR OP. DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	21 & 22	294 772	518 415
GAINS/PERTES SUR OP. DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES		0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	22 bis	3 499 277	3 180 742
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	22 ter	-253 489	-195 324
PRODUIT NET BANCAIRE		80 452 884	76 051 650
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	23	-44 811 304	-45 053 554
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		-4 226 208	-4 287 154
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		31 415 372	26 710 942
COUT DU RISQUE	24	-8 416 909	-7 587 376
RESULTAT D'EXPLOITATION		22 998 463	19 123 566
GAINS/PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	25	117 992	3 902
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		23 116 455	19 127 469
RESULTAT EXCEPTIONNEL		0	0
IMPOTS SUR LES BENEFICES	26 & 27	-6 797 693	-4 710 086
DOTATIONS / REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES		0	0
RESULTAT NET		16 318 762	14 417 383

QUELQUES CHIFFRES CLES

	Total bilan <i>(en milliers d'euros)</i>	Produit net bancaire <i>(en milliers d'euros)</i>	Ratios Prudentiels <i>(en %)</i>	
			<u>RATIO DE SOLVABILITE</u>	
2017	1 822 803	76 643	2017	16,5
2018	1 889 639	83 372	2018	15,0
2019	1 987 590	82 176	2019	15,8
2020	2 230 257	76 052	2020	17,8
2021	2 152 231	80 453	2021	17,6
			<u>COEFFICIENT DE LIQUIDITE</u>	
	Résultat brut d'exploitation <i>(en milliers d'euros)</i>	Résultat net <i>(en milliers d'euros)</i>	<div style="border: 1px solid black; padding: 10px; width: fit-content; margin: auto;"> Non assujetti suite à la mise en œuvre sur LCR/NSFR (cf. ci-dessous) </div>	
2017	32 224	19 703		
2018	31 439	15 287		
2019	29 904	15 000		
2020	26 711	14 417		
2021	31 415	16 319		
	Evolution des crédits à la clientèle <i>(en milliers d'euros)</i>	Evolution des dépôts de la clientèle <i>(en milliers d'euros)</i>	<u>LCR</u>	<u>NSFR</u>
			Excédent de buffer	
2017	1 556 432	1 126 815	2017	37M€ 123%
2018	1 621 549	1 158 471	2018	16,8M€ 119%
2019	1 654 232	1 227 675	2019	54,4M€ 124%
2020	1 907 122	1 468 952	2020	42M€ 126%
2021	1 863 942	1 444 593	2021	39M€ 120%

NOTE 1

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (en K€) (Créances ne sont pas éligibles au refinancement de la BDF)	31/12/2021			31/12/2020		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires débiteurs	26 302		26 302	64 093		64 093
Comptes et prêts à terme		73 889	73 889		70 984	70 984
Créances douteuses						
Sous-total	26 302	73 889	100 191	64 093	70 984	135 077
Créances rattachées	312	15	328	297	19	316
TOTAL BRUT	26 614	73 905	100 519	64 391	71 003	135 393
Dépréciations						
TOTAL NET	26 614	73 905	100 519	64 391	71 003	135 393

NOTE 2

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Crédits à la clientèle	1 698 047	1 803 670
Valeurs non imputées	13 145	9 894
Comptes ordinaires débiteurs	35 720	35 086
Créances rattachées	3 103	3 367
Créances douteuses	176 487	112 367
TOTAL BRUT	1 926 502	1 964 384
Dépréciations	62 560	57 263
TOTAL NET	1 863 942	1 907 122

NOTE 2 bis

Risques de crédit : répartition par grands types de contrepartie (en K€)	Particuliers	Entreprises	Clientèle financière	Autres	TOTAL
Créances douteuses	25 851	140 089		10 546	176 486
Créances douteuses	12 775	94 941		10 521	118 237
Créances douteuses compromises	13 076	45 148		25	58 249
Dépréciations sur créances douteuses	14 608	44 416		3 536	62 560
Dépréciations/créances douteuses - principal	121	9 542		3 026	12 690
Dépréc. /créances douteuses compromises - principal	10 708	33 078		238	44 024
Dépréciations /créances douteuses - intérêts	175	486		272	932
Dépréciations /créances compromises - intérêts	10	146			155
Dépréciations forfaitaires sur créances douteuses	3 594	1 164			4 758
TOTAL NET EXERCICE EN COURS	11 243	95 673		7 010	113 926
TOTAL NET EXERCICE PRECEDENT	7 205	40 762		7 136	55 104

NOTE 2 TER

FLUX DES DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF (en K€)	Solde début période	Dotation	Reclassement	Reprise / disponible	Reprise / utilisée	Solde fin période
- sur opérations interbancaires						
- sur créances clientèle :	57 262	20 854		13 230	2 326	62 560
- En principal	55 621	20 128		11 963	2 313	61 473
- En intérêts	1 641	726		1 267	13	1 087
- sur portefeuille titres de participation et titres détenus à LT	47	14		20		41
- sur portefeuille titres de placement						
	57 309	20 868		13 250	2 326	62 601

NOTE 3

PORTEFEUILLE TITRES (**) (en K€)							Valeurs nettes comptables		Plus values
	Investissement		Placement		Transaction		TOTAL		latentes
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021
Organismes publics									0
Treasury bonds (Seychelles)									
Treasury bills (Seychelles)									
Stocks (Seychelles)									
Créances rattachées									0
Provisions									0
TOTAL OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE									0
Actions									0
Créances rattachées									0
Dépréciations									0
TOTAL ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE									0

(**) L'ensemble de ces titres est non coté.

NOTE 4

PARTICIPATIONS ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES, AUTRES TITRES DETENUS A LT	Nombre de titres détenus	Part dans le capital	Nominal des titres en €	Valeur brute K€	Dépréciation K€	Valeur nette comptable K€
PARTICIPATIONS						
Crédit Logement	32	NS	70	2		2
AUTRES						
SEM NORDEV	75	7,50%	250	19		19
SWIFT	3	NS		1		1
APICAP	1000			270	47	223
CERTIFICATS D'ASSOCIATION du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR)				928		928
TOTAL PARTICIPATIONS : NON COTEES				1 220	47	1 173
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES						
<u>Etablissements de crédit</u>						
<u>Autres</u>						
BPIFRANCE (ex OSEO)	43 544	NS	8	6		6
Run Croissance	50	2,6%	10 000	147		147
Auber Immobilier						
SCI Mayotte 2001						
SCI OMAHA 2012						
Avance Associé OMAHA 2012						
SNC SOCIETE 72	99	99%	10	1		1
TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES NON COTEES				155		155
PARTICIPATIONS COTEES						
TOTAL PARTICIPATIONS COTEES						
TOTAL GENERAL				1 375	47	1 328

NOTE 4 bis

OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES (en K€)	Créances	Dettes	Engts donnés	Engts reçus	Instruments financiers
The Mauritius Commercial Bank Maurice	1 006	12 621	63	7 760	
The Mauritius Commercial Bank Seychelles					
Société Générale	91 683	417 195	666	166 124	375 452 (*)
MCB Madagascar		53			
SCI Mayotte 2001					

(*) sw aps de taux d'intérêts et caps / floors, valeur nominale

NOTE 4 ter

PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES, AUTRES TITRES DETENUS A LT AU 31/12/2021 (K€)										
FILIALES ET PARTICIPATIONS (en K€)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus BRUTE	Valeur comptable des titres détenus NETTE	Prêts et avances consentis par la BFC OI et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés	PNB 2020	Résultat (bénéfice ou perte 2020)	Dividendes encaissés par la BFC OI au cours de l'exercice
A - Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société astreinte à la publication:										
1- Filiales détenues à plus de 50%										
2- Participations détenues entre 10% et 50%										
B - Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'exède pas 1% du capital de la société astreinte à la publication:										
1- Filiales françaises (ensemble)										
2- Filiales étrangères (ensemble)										
3- Participations dans des sociétés françaises (ensemble)										
4- Participations dans des sociétés étrangères (ensemble)										
5- Certificat d'association du fond de garantie des dépôts										
				447	400			-	-	
				928	928			-	-	
TOTAL				1 375	1 328					

NOTE 5

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (en K€)	Début d'exercice	Acquisit° / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	Fin d'exercice
<u>VALEUR BRUTE</u>					
Logiciels	13 804	3 519	56		17 267
Droits au bail	366				366
TOTAL	14 170	3 519	56		17 633
<u>AMORTISSEMENTS</u>					
Logiciels	11 307	1 491	52		12 747
Droits au bail	366				366
TOTAL	11 672	1 491	52		13 112
<u>DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS SUR IMMOBILISATIONS</u>					
Logiciels	-	181			181
TOTAL		181			181
VALEUR NETTE COMPTABLE	2 498	1 847	4		4 340

NOTE 5 bis

CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES (en K€)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Fin exercice
<u>VALEUR BRUTE</u>					
Crédit bail et opérations assimilées	7 017	6 378	36		13 359
Créances rattachées	2				
TOTAL	7 019	6 378	36		13 359
<u>AMORTISSEMENTS / DEPRECIATIONS</u>					
Crédit bail et opérations assimilées	998	2 077	36		3 039
TOTAL	998	2 077	36		3 039
VALEUR NETTE COMPTABLE	6 021				10 320

NOTE 5 ter

CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Encours financiers	10 326	6 059
Résultats financiers	168	53
Réserves latentes	224	111

NOTE 5 quater

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (en K€)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Fin exercice
<u>VALEUR BRUTE</u>					
Terrains					
Immeubles d'exploitation	270				270
Immeubles hors exploitation	390				390
Constructions					
Immeubles d'exploitation	7 036				7 036
Immeubles hors exploitation	1 644		264		1 380
Agencements, Installations, autres imm. Corporelles	41 445	1 684	166		42 964
TOTAL	50 785	1 684	430		52 039
<u>AMORTISSEMENTS / DEPRECIATIONS</u>					
Constructions					
Immeubles d'exploitation	2 928	268			3 196
Immeubles hors exploitation	1 152	58	190		1 019
Agencements, Installations, autres imm. Corporelles	32 982	2 276	124		35 134
Dot aux provisions pour dépréciation	22	10			32
TOTAL	37 084	2 612	315		39 382
VALEUR NETTE COMPTABLE	13 701	-928	115		12 657

NOTE 6

AUTRES ACTIFS (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Comptes de stocks et emplois divers	50	48
Débiteurs divers	8 321	9 661
TOTAL	8 371	9 709

NOTE 7

COMPTES DE REGULARISATION ACTIF (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Comptes d'encaissement	121	322
Charges constatées d'avance	531	631
Produits à recevoir	6 734	6 905
Autres comptes de régularisation	509	2 071
TOTAL	7 895	9 930

NOTE 8

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (en K€)	31/12/2021			31/12/2020		
	A vue	A terme	total	A vue	A terme	total
Comptes ordinaires	20 174		20 174	40 764		40 764
Comptes et emprunts à terme		425 377	425 377		461 175	461 175
Valeurs données en pension						
Sous-total	20 174	425 377	445 551	40 764	461 175	501 938
Dettes rattachées	34	666	700	55	742	797
Autres sommes dues	1 894		1 894	2 401		2 401
TOTAL	22 102	426 043	448 145	43 219	461 917	505 136

NOTE 9

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE ET DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE (en K€)	31/12/2021			31/12/2020		
	A vue	A terme	total	A vue	A terme	total
Opérations avec la clientèle	1 337 044	107 548	1 444 593	1 351 938	117 014	1 468 952
Comptes d'épargne à régime spécial	261 436	56 700	318 136	246 391	58 165	304 557
Dettes rattachées	610	1 367	1 976	587	1 393	1 980
Comptes ordinaires de la clientèle	1 068 293		1 068 293	1 099 713		1 099 713
Autres sommes dues	6 611		6 611	5 152		5 152
Comptes créditeurs à terme		49 481	49 481		57 455	57 455
Autres dettes diverses	95		95	95		95
Dettes rattachées						
Dettes représentées par un titre						
* Bons de caisse						
* Titres de créances négociables						
TOTAL GENERAL	1 337 044	107 548	1 444 593	1 351 938	117 014	1 468 952

NOTE 10

AUTRES PASSIFS (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Personnel et comptes rattachés	538	438
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	684	532
Etat et autres collectivités publiques	7 713	5 843
Autres dettes	8 351	6 287
TOTAL	17 286	13 100

NOTE 11

COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Comptes d'encaissement	1 645	1
Produits constatés d'avance	1 970	342
Charges à payer	10 880	10 454
Autres comptes de régularisation	635	438
TOTAL	15 130	11 235

NOTE 12

PROVISIONS (en K€)	Début exercice	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Reprises utilisées	Fin exercice
Autres provisions :						
Risques sur opérations avec la clientèle	17 943	6 950	8 186	22		16 686
Charges de personnel	3 606	1 050	1 401			3 255
Autres risques et charges	1 358	97	161			1 294
TOTAL	22 908	8 097	9 748	22		21 235

NOTE 13

DETTES SUBORDONNEES (en K€)	Début exercice	Variation	Fin exercice
<u>Emprunts à taux variables</u>			
Emprunts participatifs			
Dettes subordonnées à durée indéterminée	35 634		22 000
Dettes rattachées	4	-2	2
TOTAL	35 638	-2	22 002

Les taux moyens appliqués pour 2020 et 2021 sont respectivement de : 2,38% et 2,87%

NOTE 14

CAPITAL SOUSCRIT (en K€)	31/12/2021		31/12/2020	
	Nombre	Nominal	Nombre	Nominal
<u>TITRES EMIS</u>				
Actions ordinaires	333 336	50 EUR	333 336	50 EUR
TOTAL	333 336		333 336	

NOTE 15

RESERVES (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Réserves légales	1 667	1 667
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 123	4 123
TOTAL	5 790	5 790

NOTE 16

EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES HORS FRBG (en K€)	Capital	Certificats d'invest.	Primes	Réserves	Rep. à nouv	Dividendes	Résultat	Total
Position au début de l'exercice	16 667		1 921	5 790	132 828		14 417	171 623
Résultat de l'exercice (avant affectation)							16 319	16 319
Affectation du résultat de l'exercice précédent					8 650		-14 417	-5 767
Distribution de l'exercice						5 767		5 767
Stock provisions S1 S2								
Position à la clôture de l'exercice	16 667		1 921	5 790	141 479	5 767	16 319	

NOTE 17

ACTIFS / PASSIFS SELON DUREE RESTANT A COURIR (en K€)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	TOTAL
ACTIFS					
Créances sur les établissements de crédit	155 046	826	3 468	1 497	160 837
Opérations avec la clientèle	184 907	183 778	749 523	685 415	1 803 623
Obligations et autres titres à revenu fixe					
TOTAL EXERCICE EN COURS	339 953	184 604	752 991	686 913	1 964 461
TOTAL EXERCICE PRECEDENT	313 117	401 791	637 733	689 875	2 042 515
PASSIFS					
Dettes envers les établissements de crédit	47 879	60 493	168 880	170 894	448 145
Opérations avec la clientèle	1 381 988	42 603	19 735	267	1 444 593
Dettes représentées par un titre					
*bons de caisse					
*titres de créances négociables					
TOTAL EXERCICE EN COURS	1 429 867	103 096	188 615	171 160	1 892 738
TOTAL EXERCICE PRECEDENT	1 462 398	147 899	254 004	109 787	1 974 088

NOTE 18

INTERETS & PRODUITS ASSIMILES (en K€)	31/12/2021		31/12/2020	
	Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	609	2 248	616	2 412
Intérêts sur comptes & prêts	115		174	
Rémunération du colatéral SG SFH	215		202	
Intérêts sur créances commerciales et crédits à la clientèle		43 055		43 855
Intérêts sur créances douteuses		1 655		870
Autres intérêts				
Produits sur prêts subordonnés à terme	5		8	
Instruments financiers : Produit net sur sw aps de taux de couverture	1 352			
TOTAL	2 295	46 958	1 001	47 137

NOTE 19

INTERETS & CHARGES ASSIMILES (en K€)	31/12/2021		31/12/2020	
	Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	431	32	452	40
Intérêts sur comptes & emprunts	5 092	2 082	6 604	2 194
Intérêts sur titres à revenu fixe				
Charges sur dettes subordonnées à terme & à durée indéterminée	631		847	
Instruments financiers : charges nettes sur sw aps de taux de couverture			24	
TOTAL	6 154	2 115	7 928	2 234

NOTE 20

COMMISSIONS (en K€)	31/12/2021		31/12/2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations de trésorerie & Interbancaires	80		79	
Opérations avec la clientèle	6 567	31 244	5 811	29 135
Opérations sur titres	132		137	
Opérations de change		35		28
Opérations sur engagements de financement et de garantie		1 715		1 728
Prestations de services financiers		9 658		9 602
TOTAL	6 778	42 653	6 027	40 493

NOTE 21

GAINS ou PERTES SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLE DE NEGOCIATION (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
* Opérations sur titres de transaction et de placement	-9	
Pertes sur titres de transaction	-9	
* Opérations de change	304	518
Gains sur opération de change et d'arbitrage	339	528
Pertes sur opération de change et d'arbitrage	-35	-10
TOTAL	295	518

NOTE 22

VENTILATION PAR ZONES GEOGRAPHIQUES (en K€)	REUNION	MAYOTTE	PARIS	TOTAL
Intérêts et produits assimilés	36 470	12 368	416	49 253
Intérêts et charges assimilés	7 011	1 143	114	8 268
Commissions (produits)	28 893	13 354	405	42 653
Commissions (charges)	5 054	1 642	83	6 778
Gains/pertes sur op. des portefeuilles de négociation	271	0	24	295
Autres produits d'exploitation bancaire	2 903	567	29	3 499
Autres charges d'exploitation bancaire	253	1		253

NOTE 22 BIS

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Commissions gestion assurances sur concours	1 120	1 054
Prestations informatiques	724	792
Revenus des immeubles	52	49
Quote part de bénéfice assurance	1 247	895
Affecturation	263	251
Autres produits divers d'exploitation	93	140
	3 499	3 181

NOTE 22 ter

AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Autres charges diverses d'exploitation	253	195
	253	195

NOTE 23

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
* Frais de personnel	29 705	29 168
Salaires & traitements	17 938	18 298
Charges de retraite	2 185	2 158
Charges sociales	6 363	6 335
Intéressement des salariés	809	693
Participation des salariés	1 197	604
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	1 636	1 404
Subvention RH	-79	
Dotations aux provisions sur charges de personnel	1 057	815
Reprises de provisions disponibles sur charges de personnel	-1 401	-1 140
Reprises de provisions utilisées sur charges de personnel		
Pertes/ cr irrécup. couvertes sur charges de personnel		
Pertes/ cr irrécup. Non couvertes		
*Autres frais	15 106	15 886
Impôts, taxes	1 468	2 788
Dotation/reprise de prov/risques / impôts et taxes		-678
Régul Prorata TVA	-26	
Services extérieurs	13 664	13 776
TOTAL	44 811	45 054

Montant du CICE : 106 k€ au 31/12/2021 et 127 k€ au 31/12/2020

NOTE 23 bis

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la Société Générale		

NOTE 24

COUT NET DU RISQUE (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses (principal)	18 364	11 522
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	438	2 386
Dotations aux dépréciations sur encours à surveiller		1 996
Dotations aux dépréciations sur encours douteux non contentieux clientèle de particuliers	1 764	1 396
Autres dotations aux dépréciations	278	619
Reprises de dépréciations sur créances douteuses devenues disponibles ou utilisées (principal)	-10 706	-20 928
Reprises de dépréciations sur encours à surveiller (disponibles ou utilisées)		-587
Reprises de dépréciations sur encours douteux non contentieux clientèle de particuliers	-3 570	-1 727
Reprises de dépréciations pour risques disponibles ou utilisées	-228	-784
Autres reprises de dépréciations		
Pertes sur éléments couverts par des provisions	22	176
Autres charges irrécupérables couvertes par des dépréciations	2 313	12 399
Récupérations sur créances amorties	-31	-26
Dotations pour dépréciation des biens acquis par adjudication		
Reprises pour dépréciation des biens acquis par adjudication		-75
Pertes sur éléments non couverts par des provisions	1 149	1 221
Dotations aux dépréciations sur créances saines S1/S2	6 705	
Reprises de dépréciations sur créances saines S1/S2	-8 081	
TOTAL	8 417	7 587

NOTE 25

GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations incorporelles		
Moins values sur cessions d'immobilisations		
Plus values sur cessions d'immobilisations		
Plus values sur cessions droits au bail		
Reprise dépréciations sur immo incorporelle		
Immobilisations corporelles	112	51
Moins values sur cessions d'immobilisations		
Plus values sur cessions d'immobilisations	112	51
Immobilisations financières	6	-47
Moins values sur cessions d'immobilisations financières		
Dotations dépréciations / immobilisations financières	-14	-47
Plus values sur cessions d'immobilisations financières		
Reprises dépréciations / immobilisations financières	20	
Autres dotations aux prov.pour dépréciation		
Autres reprises de prov.pour dépréciation		
TOTAL	118	4

NOTE 26

IMPOTS SUR LES BENEFICES (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
IS sur résultat courant	6 032	3 725
Intégration fiscale : subvention à SNC Société 72	841	985
Provision IS	23	
Impôt Différé - PTZ	-98	
TOTAL	6 798	4 710

NOTE 27

SITUATION FISCALE LATENTE (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Impôts Différés Actif (taux : 25,83%)	8 870	8 212
Charges à payer non déductibles	367	241
Provisions non déductibles	8 132	7 585
Autres provisions non déductibles	371	386
Impôts différés Passif	11	0
TOTAL	8 881	8 212

NOTE 28

OPERATIONS DE HORS BILAN (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>		
<u>Engagements de financement</u>		
En faveur d'établissements de crédit:		
<u>En faveur de la clientèle:</u>	168 201	154 764
-Ouvertures de crédits documentaires	2 968	2 398
-Autres ouvertures de crédits confirmés	164 474	151 595
-Acceptations à payer	758	771
<u>Engagements de garantie</u>		
<u>D'ordre d'établissements de crédit:</u>	38 142	46 133
-Confirmations d'ouvertures de crédits documentaires		
-Acceptations à payer		
-Autres garanties	38 142	46 133
<u>D'ordre de la clientèle</u>	48 872	49 407
-Cautions	17 424	15 508
-Garanties de remboursement de crédits distribués par d'autres établissements		
-Obligations cautionnées	4 048	4 729
-Autres garanties	27 400	29 170
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>		
<u>Engagements de financement</u>		
Reçus d'établissements de crédit	166 124	126 977
<u>Engagements de garantie</u>		
Reçus d'établissement de crédit	371 918	384 107

NOTE 29

REMUNERATIONS ALLOUEES, AVANCES ET CREDITS ACCORDES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTON (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Montant global des rémunérations allouées aux dirigeants (*)	NC	NC
Montant global des rémunérations allouées aux administrateurs	Néant	Néant
Montant global des avances et crédits accordés aux dirigeants et aux administrateurs pendant l'exercice	Néant	Néant

(*) l'information ne peut être communiquée, car il n'y a qu'un seul dirigeant

NOTE 30

PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT 2021 (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Dividendes	16 319	5 767
Report à nouveau	0	8 650
	16 319	14 417

NOTE 31

Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Plan d'épargne logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	11 836	13 485
Ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	30 716	30 653
Ancienneté de plus de 10 ans	10 084	9 351
Sous-total	52 636	53 489
Comptes épargne logement (CEL)	7 853	8 055
TOTAL	60 488	61 544

NOTE 32

Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement (en K€)	31/12/2021	31/12/2020
Encours des prêts	21	36

NOTE 33

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement (en K€)	31/12/2020	Dotation	Reprise	31/12/2021
Plan d'épargne logement (PEL)	455		42	413
Comptes épargne logement (CEL)	17	16		33
TOTAL	472	16	42	446

NOTE 34

Evénements postérieurs à la clôture	31/12/2021	31/12/2020
	NEANT	NEANT

NOTE 35

Effectif moyen en activité au cours de l'exercice	31/12/2021	31/12/2020
Techniciens de la banque	268	297
Cadres	110	110

NOTES SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes de la BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN ont été établis conformément aux dispositions du Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire du 16 janvier 1991 modifié par les Règlements 99-04, 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France.

TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT

Titres de transaction

Ces titres figurent à l'actif du bilan au prix de marché. A la date d'arrêté, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

La valeur d'inventaire de ces titres est leur prix de marché. En date d'arrêté, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation par ensemble homogène de titres de même nature, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

TITRES DE PARTICIPATION

Ces titres sont enregistrés au prix d'achat. A la clôture de l'exercice, ils sont estimés en fonction de l'actif net, de la situation financière et des perspectives de rentabilité de l'entreprise. Les moins-values constatées valeur par valeur donnent lieu à la dotation d'une dépréciation.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'ordre liés à l'acquisition sont intégrés dans le coût d'acquisition des immobilisations (application du règlement CRC 2004-06).

En application du règlement CRC 2002-10, 2003-07 et 2005-09, la BFC calcule les amortissements selon la méthode simplifiée depuis le 01 janvier 2005.

- **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les coûts d'acquisition des :

- logiciels, amortis sur une durée d'un an à trois ans, à l'exception du progiciel d'ALM amorti sur 7 ans ;
- droits au bail des nouvelles agences, amortis sur une durée de 9 ans.

- **Immobilisations corporelles**

Elles sont amorties suivant le mode linéaire, en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Tableau récapitulatif des modes et durées d'amortissement

LOGICIELS	Linéaire / 1 an à 3 ans
MATERIELS	Linéaire / 5 ans
MATERIELS INFORMATIQUES	Linéaire / 3 ans à 5 ans
MOBILIERS	Linéaire / 10 ans
AMENAGEMENTS	Linéaire / 10 ans
AUTOMOBILES	Linéaire / 4 ans
IMMEUBLES :	
- gros œuvre	Linéaire / 40 ans
- façades et toiture	Linéaire / 30 ans
- second œuvre	Linéaire / 15 ans

- **Dotations aux amortissements**

Les dotations relatives aux immobilisations d'exploitation sont enregistrées dans la rubrique « dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat publiable. Celles relatives aux immobilisations hors exploitation sont enregistrées dans la rubrique « Autres charges d'exploitation bancaire ».

RISQUES DE CREDIT

Créances douteuses

La BFC applique les dispositions des règlements n°2002-03 et n°2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable, relatifs au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, ainsi que les dispositions du CRC 2007-06 relatif au traitement des découverts douteux.

Les créances sur la clientèle dont le recouvrement est devenu incertain font l'objet d'une dépréciation de façon à couvrir la perte globale pouvant résulter de leur non recouvrement total ou partiel. Ces dépréciations sont comptabilisées client par client.

Les intérêts sur créances douteuses sont dépréciés à 100 %.

Sont définies comme créances douteuses :

- les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non-recouvrement ;
- les créances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière de crédits immobiliers aux acquéreurs de logement) ;
- les découverts en dépassement d'autorisation continu depuis plus de 3 mois ;
- les créances présentant un caractère contentieux (déchéance du terme, procédure collective).

Lorsqu'elles présentent les caractéristiques énoncées ci-dessus, les créances (capital échu et capital restant dû + intérêts échus) sont extraites des postes d'origine et inscrites sous la rubrique "créances douteuses".

La classification en créances douteuses d'un encours sur une personne physique ou morale déterminée entraîne le transfert de l'intégralité des engagements sur cette personne des rubriques d'encours sains vers les rubriques d'encours douteux, nonobstant toute considération liée aux garanties individuelles, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.

Actualisation des flux de recouvrement prévisionnels des créances douteuses

L'application de cette disposition des règlements CRC 2002-03 et CRC 2005-03, s'est traduite en 2021 par une reprise nette de 262 KEUR, intégralement enregistrée en coût net du risque.

Créances douteuses compromises

Lorsqu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. Cette identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés.

Lorsqu'elles sont jugées irrécupérables, les créances douteuses compromises sont comptabilisées en pertes.

Segmentation des encours :

Les cotations retenues par la BFC sont les suivantes :

- Clients sains : côtés 1 (très bon), 2 (bon), 3 (assez bon) ou 4 (acceptable) ;
- Clients sensibles : côtés 5 (sain mais sensible) ou 6 (risque non acceptable) ;
- Clients en défaut : 7 (douteux perte partielle quasi certaine), 8A (créances en recouvrement judiciaire ou amiable) ou 8B (créances définitivement compromises).

Dépréciation de 12.5% sur les encours des clients commerciaux déclassés de sains ou sensibles à douteux

Conformément à la norme du Groupe SG, la BFC comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation forfaitaire de 12.5% sur les encours des clients commerciaux (CLICOM) déclassés de sains ou sensibles à douteux. Elle s'élève à 7 913 K€ au 31 décembre 2021.

Il s'agit d'une dépréciation minimum, avant toute analyse de la valeur des garanties.

Dépréciation sur les encours douteux de la clientèle privée (CLIPRI) et professionnelle (CLIPRO).

La BFC comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation sur les encours douteux CLIPRI et CLIPRO consécutifs à des impayés sur des crédits à la consommation, des crédits à l'habitat (hors garanties Crédit Logement) ou des découverts en dépassement continu depuis plus de 90 jours.

Cette dépréciation s'élève à 4 759 K€ au 31 décembre 2021.

Provisionnement S1/S2 IFRS 9 sur les encours sains pour l'ensemble de la clientèle

En cohérence avec les modalités d'estimation des pertes de crédit attendues utilisées dans les comptes consolidés du Groupe, des provisions pour risque de crédit calculées à hauteur des pertes attendues sont enregistrées au passif du bilan sur la base des encours sains des prêts et d'engagements hors bilan.

Une reprise nette de 1 376 KEUR sur cette provision a été comptabilisée en compte de résultat. La provision pour dépréciation au 31 décembre 2021 de ce changement s'élève à 15 979 K€.

EPARGNE-LOGEMENT

En application des dispositions du règlement CRC 2007-01, relatives à la comptabilisation des comptes (CEL) et plans (PEL) d'épargne logement, la BFC procède à l'évaluation des conséquences défavorables :

- des engagements relatifs à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs de CEL et de PEL (engagement de prêter à un taux fixe déterminé à l'ouverture du contrat) ;
- des engagements pris en matière de rémunération des PEL pendant la phase de collecte (taux de rémunération fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée).

Cette provision s'élève à 446 KEUR au 31 décembre 2021.

PROVISIONS

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise.

Il recouvre en outre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liées à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

COMMISSIONS DE CREDIT ET COUTS MARGINAUX RELATIFS A L'OCTROI DE CONCOURS

La BFC applique depuis 2010 le CRC 2009-03 relatif à la comptabilisation des commissions de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi d'un concours.

Les frais de dossiers sur prêts ainsi que les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont enregistrés de manière linéaire sur la durée de vie contractuelle des prêts concernés et comptabilisés en produits nets d'intérêts dans le Produit Net Bancaire (PNB).

FRBG

En application du règlement 90.02 du CRBF, la BFC enregistre un "Fonds pour risques bancaires généraux".

NOTES SUR LE BILAN

Dettes subordonnées

La dette subordonnée Tier 2 a été entièrement remaniée au cours de l'année 2021. Ainsi, en date de valeur du 27 septembre 2021 et au terme d'un processus ayant abouti à l'autorisation par la Banque Centrale Européenne :

- les emprunts subordonnés à durée indéterminée, existants au 31/12/2020, d'un total 35 634 KEUR ont été remboursé intégralement aux actionnaires
- deux nouveaux emprunts subordonnés de 11 000 KEUR chacun ont été mis en place, pour une durée de 10 ans avec la capacité de rembourser par anticipation et sans frais à compter de 5 ans.

Il s'agit d'emprunts subordonnés souscrits auprès des deux actionnaires : Groupe THE MAURITIUS COMMERCIAL BANK LTD et de la SOCIETE GENERALE.

Opérations en devises

Les emplois, réserves et engagements en devises figurant au bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la date d'arrêt du bilan.

La différence entre les résultats des conversions telle que définies ci-dessus et les contre-valeurs euros telles qu'elles ont été enregistrées aux dates d'entrée au bilan est portée au compte de résultat.

Engagements sociaux : médailles du travail, indemnités de fin de carrière, retraite

Les pensions de retraite dues au titre des divers régimes obligatoires pour le personnel de la Réunion et de Paris sont prises en charge par des organismes extérieurs spécialisés (CRIC, CRIS, ANEP, et CRPB-DOM). Les cotisations dues au titre d'un exercice sont comptabilisées dans le résultat de la période.

Indemnités de fin de carrière (IFC)

La BFC verse des indemnités de fin de carrière en fonction de l'ancienneté des salariés.

Les engagements correspondants, valorisés par un cabinet d'actuaire, selon la méthode des unités de crédit projeté et sur la base d'un taux d'actualisation de 0.90% sont couverts, d'une part par une provision enregistrée au passif du bilan, et d'autre part au travers d'un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance.

Ces engagements ont été valorisés sur la base de départs volontaires à la retraite (10% des départs à 62 ans, 90% des départs à 65 ans).

Médailles du travail

Le montant net des engagements de la BFC au 31/12/2021 s'élève à 344 KEUR, entièrement provisionné. Ces engagements ont été calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 0.43%.

Régime de retraite de Mayotte

Un accord d'établissement, signé le 06/10/2017, a institué un régime de retraite à cotisations définies se substituant au régime de retraite à prestations définies, institué en 1996 par décision unilatérale de l'employeur. Cet accord prévoit le versement, sous conditions, d'une prime exceptionnelle de départ à la retraite. Le montant des engagements relatifs à cette prime exceptionnelle de départ, valorisé par un cabinet d'actuaire sur la base d'un taux d'actualisation de 0.79%, s'élève à 2 613 KEUR au 31/12/2021.

Instruments financiers dérivés

Afin de réduire son exposition au risque de taux, la BFC a conclu avec la Société Générale des contrats de swaps de taux, en couverture de certains actifs et de certains passifs ; l'encours global de ces swaps au 31/12/2021 s'élève à 374 MEUR.

Opérations avec la clientèle

Dans le cadre de l'application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2020-10 du 22 décembre 2020 qui amende le règlement ANC n°2014-07 la créance sur la Caisse des Dépôts relative aux opérations de centralisation de l'épargne réglementée (livrets A, livrets développement durable et livrets d'épargne populaires) est reclassée au passif.

Ce changement de présentation permet de regrouper dans le même poste un actif et un passif dont l'existence est indissociable.

Au 31 décembre 2021, cette créance de 60 318 KEUR est en déduction du poste « Opérations avec la clientèle » dans lequel sont enregistrés les dépôts collectés auprès de la clientèle au titre des comptes d'épargne réglementée. Ce changement de présentation permet ainsi de regrouper dans le même poste un actif et un passif dont l'existence est indissociable.

INFORMATIONS RELATIVES A LA COMPOSITION DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS

<u>FONDS PROPRES DE BASE PRUDENTIELS</u>	161 767 K€
- Capital :	16 667 K€
- Réserves, report à nouveau et primes d'émission :	149 189 K€
- Fonds pour risques bancaires généraux :	1 664 K€
- Immobilisations incorporelles nettes :	(4 521) K€
- Autres déductions	<u>(1 233) K€</u>
	161 767 K€
<u>FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES</u>	22 000 K€
- Prêt subordonné accordé par la Société Générale :	11 000 K€
- Prêt subordonné accordé par la Mauritius Commercial Bank :	<u>11 000 K€</u>
	22 000 K€
<u>TOTAL DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS</u>	183 990 K€

INFORMATIONS RELATIVES AUX EXIGENCES DE FONDS PROPRES

Exigences de fonds propres au titre des risques de crédit	80 791 K€
Exigences de fonds propres au titre des risques opérationnels	2 864 K€
Exigences de fonds propres au titre des risques de marché	<u>0 K€</u>
Total des exigences de fonds propres	83 655 K€

Les exigences de fonds propres ont été calculées sur la base d'un taux de 8% du total des RWA

AUTRES INFORMATIONS

- Les comptes de la BFC sont :
 - intégrés selon la méthode d'intégration globale dans les comptes consolidés de la Société Générale ;
 - mis en équivalence dans les comptes consolidés de la Mauritius Commercial Bank (MCB).
- Intégration fiscale
En 2013, la BFC a conclu une convention d'intégration fiscale avec sa filiale, la SNC Société 72.
- Le montant de l'encours des prêts participatifs à durée indéterminée accordés par la BFC s'élève à 700 KEUR au 31/12/21. Le bénéficiaire en est le Crédit Logement.
- Informations fournies en application du règlement ANC N° 2010-04 :
 - Transactions significatives entre parties liées, conclues à des conditions « hors marché » : néant
 - Opérations présentant des risques et avantages significatifs et non inscrites au bilan ou au hors bilan : néant.

RAPPORT SUR LES DEPOTS ET AVOIRS LOI ECKERT

Au 31 décembre 2021, la BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN détenait dans ses livres :
1 445 comptes inactifs pour un montant total de dépôts et avoirs de 8 517 KEUR.

Sur l'année 2021, conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence, la BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN a déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations la somme de 403 322,09 EUR issue de 328 comptes ayant atteint le délai légal maximum d'inactivité et/ou de déshérence.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE ECOULE

Aucun évènement post-clôture à signaler.